INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 12 mai 2022**

* Au terme d’une séance éprouvante, les Bourses européennes ont clôturé en territoire négatif ce jeudi. Elles se sont toutefois vivement redressées dans l’après-midi pour finir loin de leur plus bas du jour. Au son de la cloche, le CAC 40 a reculé de 1,01% à 6 206,26 points et l’EuroStoxx 50 a abandonné 0,76% à 3 620 points. A Wall Street, la tendance est moins uniforme : si le Dow Jones cède 0,40%, le Nasdaq Composite recule de 0,68%, en fin d’après-midi.
* Les places du Vieux Continent ont été pénalisées par une vague d'inquiétudes nourrrie par la poursuite de la guerre en Ukraine, la politique "Zéro Covid " menée par la Chine, les tensions mondiales sur les approvisionnements, et la persistante de l'inflation à un niveau élevé.
* A cet égard, la publication des prix à la production américains d'avril a été une nouvelle occasion d'alimenter le débat. Ils ont affiché une hausse de 11% en rythme annuel. C'est moins que les 11,5% de mars, mais c'est plus que ce visait le consensus (+10,7%).
* Dans un tel contexte, les investisseurs s'inquiètent du risque que la Fed accélère le rythme de son resserrement monétaire, au risque de conduire l'économie américaine à la crise.
* Le tout, alors que la machine est déjà en train de se gripper. illustration du jour: il y a eu plus d'inscriptions au chômage que prévu la semaine dernière (203 000 alors que le consensus tablait sur un repli à 195 000).
* Du côté des rendements obligataires, ils ont pris le chemin de la baisse aujourd'hui : le 10 ans américain perd 6 points de base, tandis que son équivalent allemand chute de 12 points de base, en fin d'après-midi.
* En repli de 0,95% à 1,0417 dollar, l'euro accuse sa troisième séance consécutive de baisse. La monnaie européenne est pénalisée par le décalage entre la Fed et la BCE. Alors que la banque centrale américaine a résolument débuté la normalisation de sa politique monétaire, la BCE temporise. Dans une note publiée ce matin, Commerzbank estime que l'appréciation du billet vert devrait marquer une pause, le temps que la Fed prouve sa détermination à mener une politique restrictive malgré le ralentissement de l'économie et les premiers succès dans la lutte contre l'inflation.

Commerzbank estime que cela se produira l'an prochain.

* Le cours du baril de Brent cède 0,2% à 107,3 dollars en fin d'après-midi. L'Opep a de nouveau revu à la baisse sa prévision de demande mondiale cette année en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de l'inflation et de la résurgence de l'épidémie de Covid-19 en Chine. Selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, la demande mondiale de brut progressera de 3,6 millions de barils par jour (bpj) cette année, soit de 310 000 bpj de moins que prévu en avril. Au troisième trimestre, la demande devrait dépasser 100 millions de bpj.
* Après avoir baissé de 11% en 2020, cette année la valeur totale des 150 marques françaises les plus valorisées, au sein du classement Brand Finance France 150 2022, est en hausse de 13% par rapport aux valorisations de 2021, soit une augmentation de 48,2 milliards d'euros en valeur de marque. Pour la première fois de son histoire au sein des classements Brand Finance France, Louis Vuitton s'empare du titre de marque française la plus valorisée. La marque progresse de trois rangs (+59,7% vs 2021) au sein du classement 2022 avec une valeur de marque de 20,20 milliards d'euros.

Bertrand Chovet, directeur général de Brand Finance France, analyse : " La marque Louis Vuitton sort renforcée de la pandémie. C'est le fruit du mariage de l'excellence de la créativité et de l'exécution sur tous les marchés. Dans le contexte et l'incertitude passée et présente, l'actif marque sera un facteur fort de compétitivité et limitera les risques pour l'activité. "

* Les œufs confortent leur place de choix à la table des Français. Lors de son point annuel, le Comité National pour la Promotion de l’Œuf (CNPO) a révélé 96 % des ménages en ont acheté en 2021. Chaque habitant en a consommé en moyenne 218 sur l'année, que ce soit chez lui ou hors domicile, dans des recettes faites-maison ou des produits transformés (pâtes, biscuits, plats préparés…).

Après une année 2020 atypique, marquée par un bond spectaculaire des achats des ménages en raison des confinements (+11 % en volume vs 2019 et +44 % sur la seule période du premier confinement), les ventes en grande distribution ont retrouvé leur rythme de croissance pré-Covid, confirmant le succès grandissant des œufs auprès des Français. Les achats des ménages ont en effet progressé de 1,8 % par rapport à 2019, avant la crise du Covid.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, STMicrolectronics (+3,97%) a été soutenue par les objectifs ambitieux dévoilés à horizon 2025-2027 et Alstom (+4,85%) a refait une partie de ses pertes de la veille.
* En revanche, le groupe Renault (-2,27%) a été pénalisé par les perspectives annuelles décevantes dévoilées par son partenaire Nissan. Quant à Veolia (-6,04%), la confirmation de ses objectifs annuels n'a pas suffi pour lui permettre d'échapper à la baisse.
* STMicroelectronics a bondi de 3,97% à 35,74 euros dans un marché en net repli. Les investisseurs saluent les perspectives ambitieuses du fabricant de puces électroniques franco-italien. En préambule d'une journée investisseurs, le groupe a annoncé viser un chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à 20 milliards de dollars entre 2025 et 2027 grâce à la demande soutenue des marchés de l'industrie, de l'automobile et des smartphones. En 2022, la société table sur un chiffre d'affaires compris entre 14,8 milliards et 15,3 milliards de dollars.

STMicroelectronics prévoit également une marge brute, un indicateur très suivi de rentabilité, d'environ 50% à l'horizon 2025/2027 contre environ 46% attendus en 2022. La marge d'exploitation, prévue entre 24% et 26% cette année, devrait dépasser 30% au même horizon.

La firme technologique entend continuer de tirer parti de l'accent mis tôt sur trois leviers de long terme : la mobilité intelligente, la gestion de la puissance et de l'énergie, l'Internet des objets (IoT) et la connectivité.

Plus globalement, ces prévisions constituent une bonne nouvelle pour un secteur après la pénurie mondiale de semi-conducteurs causée par la pandémie.

* Veolia a reculé de plus de 6% à 25,04 euros, emporté par le retour de l'aversion pour le risque. Le numéro un mondial de l'environnement (eau, déchets) a pourtant dévoilé ce matin des résultats trimestriels, soutenus, notamment par l'intégration des activités de Suez. Le PDG du groupe, Antoine Frérot a d'ailleurs estimé que l'évènement le plus marquant de ce début d'année avait été l'intégration réussie des équipes de Suez. Fort de ces performances, le champion français a confirmé ses objectifs annuels.

Il continue de tabler sur une solide croissance organique du chiffre d'affaires, une croissance organique de l'Ebitda comprise entre +4 % et +6 % et un résultat net courant part du groupe autour de 1,1 milliard, en hausse de plus de 20 %, confirmant l'effet relutif d'environ 10 % sur le bénéfice net courant par action.

Veolia prévoit par ailleurs des économies de coûts supérieures à 350 millions d'euros auxquelles s'ajoutent 100 millions d'euros de synergies attendues pour la première année d'intégration de Suez.

* Elon Musk serait dans le viseur du gendarme boursier américain. Selon les informations rapportées par le Wall Street Journal, la SEC enquêterait sur la divulgation tardive par l’excentrique milliardaire de sa prise de participation de plus de 5% au capital de Twitter le mois dernier. Cela lui aurait permis d’acheter plus de titres par la suite sans alerter les autres actionnaires et de masquer ses intentions de racheter le réseau social de microblogging.
* Dans un environnement de marché agité, Renault a cédé 2,3% à 22,425 euros. Le constructeur automobile a été pénalisé par les prévisions décevantes dévoilées par son partenaire Nissan. Pour son exercice en cours, qui s'achèvera en mars 2023, le constructeur japonais vise un bénéfice opérationnel de 250 milliards de yens (environ 1,9 milliard d’euros), soit une progression limitée de 1%. C’est bien moins que ce qu’escomptait le consensus FactSet (318,5 milliards de yens).

En parallèle, Nissan vise un bénéfice net de 150 milliards de dollars (environ 1,1 milliard d'euros) et un chiffre d'affaires de 10 000 milliards de yens (environ 74,8 milliards d'euros).

Pour son nouvel exercice ayant débuté en avril, Nissan s'attend à ce que l'environnement de marché soit plus difficile que lors de l'exercice précédent, en raison des pénuries d'approvisionnement en semi-conducteurs, de la hausse des prix des matières premières et des coûts logistiques, de la crise en Ukraine ainsi que de l'impact des blocages sur l'approvisionnement en pièces en Chine.

Lors de son quatrième trimestre 2021-2022 (janvier à mars), Nissan a vu ses comptes revenir dans le vert.

Le constructeur a ainsi enregistré un bénéfice d'exploitation de 56 milliards de yens sur la période (environ 420 millions d'euros), un bénéfice net de 14,2 milliards de yens (environ 105 millions d'euros) et un chiffre d'affaires de 2 270,6 milliards de yens (environ 16,98 milliards d'euros).

In fine, Nissan aura un impact positif de 49 millions d'euros sur le résultat net de Renault lors du premier trimestre 2022.

* Bouygues a cédé 0,96% à 30,93 euros sur la place parisienne, après la publication d'une perte de 131 millions d'euros au premier trimestre 2022, contre un bénéfice de 21 millions un an plus tôt. Le consensus rapporté par Invest Securities anticipait une perte de 170 millions. Le groupe de BTP explique que ce résultat n’inclut aucune contribution d’Alstom alors que, l'an dernier, il avait bénéficié de la contribution du géant du ferroviaire pour 120 millions d’euros.

Le résultat opérationnel est lui aussi ressorti dans le rouge, à -93 millions d'euros contre -21 millions au premier trimestre 2021, soit à peu près conforme aux prévisions des analystes (-92 millions).

Bouygues précise que ce montant intègre "un résultat non courant de -16 millions d'euros, non représentatif de l'activité. Ce résultat non courant comprend essentiellement des plus-values de cession de data centers chez Bouygues Telecom (+5 millions d'euros) ainsi que des coûts relatifs aux projets en cours (acquisition d'Equans et rapprochement entre TF1 et M6) chez Bouygues Construction (-5 millions d'euros), chez TF1 (-3 millions d'euros) et chez Bouygues SA".

Le chiffre d'affaires a pour sa part atteint 8,2 milliards d'euros, en hausse de 6%. À périmètre et change constants, il progresse de 3 %. Le groupe a souligné que son ratio d'endettement net restait faible pour un premier trimestre à 16% (contre 22% fin mars 2021).

Dans son communiqué, le conglomérat a mis en avant un carnet de commandes en hausse de 4% dans les activités de construction et services ainsi qu'une solide performance commerciale chez Bouygues Telecom. Le groupe a également évoqué l'avancement des projets d'acquisition d'Equans et de rapprochement entre TF1 et M6 conforme aux calendriers prévus.

**ANALYSES**

* Deux années de désorganisation de la planète qui a été ravagée par la pandémie de Covid-19, une Chine qui ne s'en sort pas sur le virus, puis une guerre en Ukraine qui s'approche des 100 jours… Ces événements ont permis à une (au fond pas si) nouvelle idée de s'installer : c'en est vraiment fini de la mondialisation, le cercueil est définitivement clouté.

La réalité immédiate de ce que nous avons sous les yeux va dans ce sens. Le commerce mondial a été freiné par la quasi-fermeture du port de Shanghai, il y a des goulets d'étranglement un peu partout, qui provoquent des pénuries, tandis qu'un grand pays, la Russie, est isolé de force d'une partie de la circulation mondiale des marchandises et des personnes.

De fait, le scénario est idéal pour montrer qu'un virage a été pris, par étapes, par rapport aux années 1990. Après la crise financière de 2008, c'est d'abord une démondialisation des capitaux que nous avons vue (et c'est assez vrai) ; avec le Covid, c'est celle des marchandises, suscitant une envie de relocaliser ; enfin, l'invasion de l'Ukraine installe une démondialisation politique.

Il est frappant de constater que cette thèse sur la mondialisation réjouit beaucoup de monde. Et en premier lieu, tous ceux qui sont depuis toujours hostiles à la mondialisation (les mêmes sont en revanche favorables à la libre circulation des personnes, passons).

Les données purement factuelles valident-elles cette lecture d'une démondialisation en marche ? En partie seulement. Oui, dans la mesure où le commerce mondial ne progresse plus deux fois plus rapidement que la croissance mondiale, comme cela était le cas avant 2010. Le ratio tourne désormais autour de 1, et il sera inférieur cette année.

Une certaine prudence est toutefois nécessaire. Parce que primo, les éléments purement chiffrés dont dispose l'Organisation mondiale du commerce ne montrent pas du tout une forte baisse des échanges de marchandises. Et secundo, le boom de la consommation intérieur chinoise explique en partie le tassement

Cette thèse de la mondialisation irrite d’ailleurs les observateurs asiatiques, pour qui c'est celle dirigée par les Etats-Unis et l'Occident en général qui est en cause. Mais la formule qui résonne juste en ce moment, c’est celle utilisée mi-avril par Janet Yellen, la secrétaire au Trésor américaine : voici venu le temps de la « mondialisation entre amis ». A comprendre : celle qui fait échanger des pays qui ont les mêmes valeurs, et pas seulement économiques.

Cette idée (friend-shoring supply chains) a été également développée par l'OMC en commentaire de la guerre en Ukraine. « A côté des relocalisations, il y aura un mouvement vers une mondialisation entre amis, dans laquelle des biens stratégiquement clés sont produits chez soi ou par des pays alliés. » Embarquer le monde

Le concept, bien sûr, a un petit air connu. Donald Trump a déjà essayé de rallier l'Europe dans son combat contre la Chine, et il faut aussi le lire comme la volonté américaine d'embarquer le monde dans cette voie. Ce n'est pas nécessairement la voie européenne !

Mais cette grille de lecture complète et affine l'analyse selon laquelle la mondialisation se régionalise. Pour aller plus loin, il faudrait tenir compte de l'évolution des transferts de données numériques, de la mobilité des personnes et des… idées. Mais ce qui est certain, c'est que cette évolution de la mondialisation survient au moment où un défi lourd, le climat, nécessite une coopération mondiale.

**L’AGENDA DU 13 mai 2022**

**8h45 en France**  
Inflation (définitive) en avril  
  
**11h00 en zone euro**  
Production industrielle en mars  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en mai (première estimation)